

RÉPUBLIQUE DU CONGO (Liste de surveillance de Catégorie 2)

La République du Congo est un pays d'origine et de destination pour les enfants, les hommes et les femmes soumis au travail forcé et, dans un moindre degré, à l'exploitation sexuelle. La plupart des enfants victimes de la traite à l'intérieur du pays viennent du département du Pool jusqu'à Pointe Noire et Brazzaville pour travailler comme domestiques pour des membres de leur famille. Toutefois, la plupart des enfants victimes de la traite proviennent du Bénin, du Togo, du Mali, de la Guinée, du Cameroun, du Sénégal et de la République démocratique du Congo (RDC), pays qui sont également des pays d'origine de victimes mineures assujetties au travail domestique forcé et à la vente sur les marchés. Certains des enfants victimes de la traite sont exploités dans les métiers de la pêche et de l'agriculture, dans les plantations de cacao du département de Sangha et dans l'exploitation sexuelle commerciale. Selon des estimations, la prostitution des enfants est prépondérante à Brazzaville et comprend de nombreux enfants issus de RDC. Vingt-quatre adultes, hommes et femmes, victimes de servitude domestique, ont été identifiés au Congo en 2011, certains d'entre eux ayant subi cette situation d'esclavage pendant jusqu'à 16 ans.

Le gouvernement de la République du Congo ne respecte pas pleinement les normes minimales relatives à l'élimination de la traite des personnes mais il déploie des efforts appréciables dans ce sens. En dépit de ces initiatives, les pouvoirs publics n'ont pas démontré qu'ils avaient pris des mesures d'ensemble suffisantes pour lutter contre la traite des personnes ; c'est pourquoi la République du Congo est placée sur la Liste de surveillance de Catégorie 2 pour la cinquième année consécutive. Ce pays s'est toutefois vu accorder une dérogation pour ne pas être rétrogradé en Catégorie 3, son gouvernement disposant d'un plan écrit qui, s'il venait à être mis en œuvre, constituerait un effort appréciable pour satisfaire aux normes minimales pour l'élimination de la traite des personnes, et il consacre des ressources suffisantes pour le mettre en application. Le gouvernement a continué ses efforts résolus de protection des victimes au cours de l'année, en identifiant un nombre accru de victimes et en apportant un appui aux ONG et aux familles d'accueil qui procurent des dispositifs de protection aux enfants victimes de la traite. Toutefois, si les autres initiatives du gouvernement dans le cadre de la lutte globale contre la traite commencent à voir le jour, elles restent faibles. Au cours de l'année, les pouvoirs publics congolais ont déployé des efforts minimes pour permettre de traduire en justice les auteurs de traite, et ne sont pas parvenus à faire condamner de trafiquant, ni à combler les carences du système, notamment l'insuffisance des dispositions interdisant et sanctionnant les délits de traite, ainsi que la complicité des fonctionnaires des pouvoirs publics dans les affaires de traite des personnes. Le gouvernement a affecté des ressources supplémentaires hors poste budgétaire, destinées aux activités de lutte contre la traite, notamment des documents de planification destinés à un atelier sur ce sujet prévu à Pointe Noire.

Recommandations à l'intention de la République du Congo : augmenter de manière marquée les efforts dans le cadre des enquêtes et des poursuites en cas de délit de traite, ainsi que les condamnations et les sanctions des auteurs en vertu du Code de protection de l'enfant de 2010 ; ratifier le Protocole de l'ONU de 2000 relatif à la traite des êtres humains ; amender le Code pénal national en y incorporant une définition adéquate de la traite des personnes, notamment la mise en place de dispositions interdisant la traite des adultes ; accroître les activités de rapprochement avec le public, l'identification des victimes et les initiatives de répression en matière de traite à des fins sexuelles et de traite des adultes ; élaborer des procédures formelles permettant d'identifier les victimes de la traite parmi les enfants qui travaillent, les immigrants clandestins et les femmes et jeunes filles en situation de prostitution ; poursuivre les services de soins aux victimes de la traite dans le cadre de programmes financés par les pouvoirs publics, notamment des services médicaux, psychologiques et juridiques ; assurer la formation des agents des services sociaux, des agents des forces de l'ordre et des services de l'immigration aux procédures d'identification et d'aiguillage vers les services pertinents ; amplifier les efforts de coordination de la lutte contre la traite entre tous les ministères nationaux concernés et poursuivre les campagnes de sensibilisation à la lutte contre la traite.

Poursuites judiciaires

Le gouvernement de la République du Congo a déployé des efforts de répression minimum pendant la période de référence. En 2011, le gouvernement aurait intenté des poursuites à 13 coupables présumés de traite, mais il n'a condamné personne pour traite. L'Article 60 du Chapitre 2 du Code de protection de l'enfant interdit la traite, la vente, le commerce et l'exploitation des enfants. L'Article 115 de ce même Code prescrit des peines de travaux forcés pour une durée indéterminée et des amendes pour les auteurs reconnus coupables de ces délits. Par ailleurs, une autre disposition ne traitant pas spécifiquement de la traite, l'Article 68, interdit aussi les pires formes de travail des enfants, notamment le travail forcé et la prostitution des mineurs, et prévoit, au titre de l'Article 122, des peines allant de trois

mois à un an de prison ou des amendes de 108 à 1.076 dollars É.-U. L'Article 4 du code du travail du Congo interdit le travail forcé ou obligatoire, et impose des amendes allant de 1.290 à 1.936 dollars É.-U. pour les auteurs de délits reconnus coupables. Aucune des peines précitées n'est suffisamment sévère et les sanctions pour traite des personnes aux fins d'exploitation sexuelle ne correspondent pas à celles prescrites pour d'autres délits graves, tels que le viol. Le code pénal, qui interdit la prostitution forcée, peut être utilisé pour la poursuite des affaires de traite sexuelles impliquant des adultes. Bien que la loi congolaise interdise certaines formes de traite des adultes, à l'heure actuelle le pays n'interdit pas la servitude pour dette, ni le recrutement, l'hébergement, le transport ou la fourniture d'êtres humains à des fins de travail forcé. Le gouvernement n'a pris aucune mesure pour élaborer une législation incluant une définition adéquate de la traite des personnes, l'interdisant et prévoyant des sanctions à cet effet, notamment des dispositions spécifiques rendant illégale la traite des adultes.

Le gouvernement aurait entamé, pendant l'année, des poursuites contre 13 personnes présumées coupables de traite et ces affaires restaient en instance à la fin de la période de référence. Toutefois, il n'a fourni aucun détail sur ces affaires et n'a présenté aucun ensemble exhaustif de données sur les activités des forces de l'ordre à cet égard. Le ministère du Travail n'a signalé aucune enquête ni autre effort pour traiter les cas de travail forcé d'enfants en 2011. En juillet 2011, la police et des ONG ont collaboré à une opération de répression conjointe qui a abouti à l'identification de 12 victimes de travail forcé, dont quatre enfants, et à l'interpellation de 11 coupables présumés de traite, qui ont été par la suite mis en liberté provisoire en attendant leur procès. La connaissance restreinte des agents des forces de l'ordre, des juges et des inspecteurs du travail au sujet de la loi relative à la traite des enfants a constitué autant d'obstacles aux efforts de poursuites des délits de traite. À la suite d'une formation financée par des donateurs, le commandant de l'École nationale de la police a commencé l'élaboration d'un cursus de formation pour 2012 des instructeurs de la police, intitulé « Protection des droits de l'enfant ». Cependant, les pouvoirs publics n'ont fourni pendant l'année aucune formation à leurs effectifs, ni d'appui matériel ou financier aux cours de formation relatifs à la lutte contre la traite proposés par les donateurs internationaux. En dépit d'allégations de complicité de représentants des pouvoirs publics, le gouvernement n'a signalé aucune enquête, poursuite, condamnation ni sanction à l'encontre de fonctionnaires complices dans des affaires de traite des personnes.

Protection

Les pouvoirs publics congolais ont assuré l'accès des victimes de la traite à des services de soin pendant la période visée par le rapport, principalement par le biais de partenariats avec des ONG et des familles d'accueil. Ils n'ont toutefois ni identifié, ni assisté des victimes d'exploitation sexuelle et ont déployé des efforts minimes pour identifier d'autres victimes en dehors de Pointe Noire. Pendant la période de référence, les autorités, en partenariat avec des ONG, ont identifié 57 victimes étrangères à Pointe Noire, soit une augmentation par rapport aux 32 victimes identifiées en 2011 : 23 d'entre elles ont été rapatriées dans leur pays d'origine, 27 ont été réintégrées à leur communauté d'origine et sept ont été placées provisoirement dans des familles d'accueil. Ces sept victimes ont par la suite bénéficié d'une réinsertion locale comme apprentis ou ils ont été inscrits dans des établissements scolaires. Toutes ces personnes, dont 24 adultes, parmi lesquels cinq avaient subi cet esclavage pendant plus de 10 ans étaient des victimes de servitude domestique. Vingt-trois de ces 57 victimes ont été exploitées comme vendeurs sur les marchés. L'identification des victimes s'est restreinte aux ressortissants étrangers, les pouvoirs publics n'ayant identifié aucune victime congolaise pendant l'année. Le ministère des Affaires sociales (MAS) a fourni des soins aux victimes par le biais d'ONG et de familles d'accueil, qui ont reçu un appui financier et matériel de sa part, et a coordonné avec d'autres organismes publics le rapatriement des victimes. Les pouvoirs publics ont versé aux familles d'accueil 10 dollars É.-U. par mineur et par jour pour assurer la satisfaction des besoins fondamentaux des victimes. Les pouvoirs publics ont également fourni des soins médicaux au cas par cas grâce à un partenariat avec des hôpitaux locaux en subventionnant ces coûts. Si les pouvoirs publics ont fourni aux victimes étrangères de la traite le même accès qu'aux victimes congolaises à un hébergement en famille d'accueil et n'ont pas expulsé les victimes étrangères libérées, pendant l'année ils ne leur ont toutefois pas accordé de permis de résidence provisoire ni permanente. Les agents des forces de l'ordre, de l'immigration et des services sociaux ne disposaient pas d'un système formel pour les guider dans l'identification proactive des victimes au sein des groupes vulnérables. À la différence de 2010, les autorités n'ont pas assuré en 2011 à leurs collaborateurs de formation spécialisée sur l'identification des victimes. Elles ont signalé, mais aucun élément de preuve n'existe à cet égard, avoir encouragé pendant l'année les victimes à apporter leur aide aux enquêtes et aux poursuites contre leurs trafiquants. En septembre 2011, par le biais d'une commission interministérielle, le gouvernement a signé un accord bilatéral avec l'État béninois et a parachevé, en février 2012, un Plan d'action conjoint, accompagné d'un budget conjoint d'un montant équivalent à 819.760 dollars É.-U., financé par les gouvernements en partenariat avec l'UNICEF. Cet accord vise à contribuer au financement des enquêtes sur les délits de traite et à l'extradition des présumés coupables de traite.

Prévention

Les pouvoirs publics ont poursuivi de modestes efforts pour prévenir la traite des personnes pendant l'année. Le ministère des Affaires sociales, en coopération avec l'UNICEF, a mené et assuré le financement de la mise en œuvre du Plan d'action 2011-2013 pour la lutte contre la traite des enfants, avec une contribution du gouvernement de quelque 255.000 dollars É.-U., hormis son financement au cours de l'année d'initiatives de protection des victimes, et une contribution de l'UNICEF de 762.000 dollars É.-U. pour la mise en œuvre du plan. Les pouvoirs publics n'ont pas mené de campagne de sensibilisation à la traite des personnes pendant l'année, mais les ONG en ont organisé et l'UNICEF a fourni la majeure partie du financement des activités de prévention en 2011. Bien que le ministère des Affaires sociales soit l'organisme de tutelle *de facto* chargé de la mise en œuvre du plan d'action, le gouvernement n'a pas mis en place d'organe national de coordination des efforts de lutte contre la traite des personnes, ce qui a entravé ses progrès dans ce domaine. Le plan d'action, axé sur les efforts de protection des victimes et la lutte contre la traite des enfants, ne comporte aucune disposition relative aux poursuites contre les auteurs de délits de traite, ni à la lutte contre le trafic des adultes. Le gouvernement a commencé à élaborer un plan d'action 2012-2014 mais a réduit le poste budgétaire 2012 du ministère des Affaires sociales à cet effet, le diminuant d'environ 100.000 dollars É.-U. à 20.000 dollars É.-U. Il n'a pas pris de mesures visant à réduire la demande d'actes sexuels commerciaux pendant la période de référence. L'Assemblée nationale a approuvé une mesure visant à ratifier le Protocole de l'ONU de 2000 relatif à la traite des êtres humains en août 2011, qui est à l'heure actuelle en attente de la signature présidentielle.